



Alliance Stop TTIP
Communiqué de presse
Luxembourg, le 10.11.2014.

TTIP et CETA: Initiative citoyenne européenne dépose un recours devant la Cour de justice européenne

L'alliance « Stop TTIP » exige des conditions équitables pour les initiatives à venir

Plus de 290 organisations de la société civile de toute l'Europe ont déposé aujourd'hui plainte auprès de la Cour de justice européenne (CJUE) à Luxembourg. Elle a pour objet la non-approbation de l'initiative européenne citoyenne (ICE) « Stop TTIP » contre les accords de libre-échange avec les États-Unis et le Canada, TTIP et CETA. L'ICE demande à la Commission européenne l'arrêt des négociations sur le TTIP et de ne pas ratifier l'accord CETA.

La Commission européenne a rejeté le 15 juillet la demande d'enregistrement de l'initiative citoyenne européenne, déposée le 11 Septembre. Elle fonde son refus sur deux arguments principaux: Le mandat de négociation du TTIP est un acte préparatoire interne et non pas un acte juridique ayant un impact sur les citoyens européens. En outre, une ICE peut uniquement être formulée de manière positive, donc seulement œuvrer vers l'adoption d'un acte juridique. Une ICE qui propose de ne pas ratifier un acte juridique, n'est pas recevable. Ces deux arguments ne sont pas valables selon le point de vue des organisateurs.

Il n'est pas uniquement question de l'accord de libre-échange: «Notre plainte ne concerne pas uniquement l'ICE Stop TTIP, elle est faite également au nom des futures initiatives citoyennes européennes », a déclaré Michael Efler, représentant du Comité des citoyens de l'ICE, composé de sept membres. « Lorsqu'il s'agit de négociations de traités internationaux, la Commission européenne cherche systématiquement à exclure les citoyens européens. Les citoyens n'ont pas le droit de s'immiscer dans les négociations en cours, et lorsque les accords se retrouvent finalement sur la table, il est déjà trop tard. Cette interprétation juridique transformerait de nombreuses ICE à venir en tigres de papier ».

Les organisateurs de l'initiative citoyenne européenne souhaitent souligner leurs préoccupations en manifestant avec une cinquantaine de 50 citoyens européens devant la Cour de justice européenne. « Le fossé entre la politique européenne et la société doit être surmonté, tel est le credo unanime de la politique. Mais le décalage entre les paroles et les actes politiques qui sont réellement menés, est une honte. L'arrogance de Bruxelles envers les citoyens européens est inacceptable! Rien que dans l'intérêt de l'idée européenne, nous ne pouvons accepter cela, et nous saurons continuer à nous opposer aux accords TTIP et CETA », dit Blanche Weber, membre du Comité des citoyens de l'ICE.

Pour des informations générales sur le dépôt de plainte, voir notre communiqué de presse: <https://stop-ttip.org/de/presse/>

Photos de l'action (accessibles en ligne à partir de 15h30 env.) :
https://www.flickr.com/photos/eci_ttip/



Contact :

Presse-Team Stop TTIP, press@stop-ttip.org, Tel.: +49 30/420 823 79, Mobil: +49 178/816 3017

Blanche Weber, Mouvement Ecologique, Tel. 00352 43900301, meco@oeko.lu

Contacts supplémentaires :

Karl Bär, Umweltinstitut München, kb@umweltinstitut.org, +49 176/100 94 126

Ernst-Christoph Stolper, Friends of the Earth Germany (BUND), ec.stolper@t-online.de, +49 172/290 3751

Maritta Strasser, campact, strasser@campact.de, +49 170/7310897

Roland Süß, attac, suess@attac.de, +49 175/2725 893

Sascha Roth, NABU, Sascha.Roth@NABU.de, +49 30/2849841660

Les organisations membres de la plateforme luxembourgeoise:

Action Solidarité Tiers Monde

Aleba

Bio-Lëtzebuerg – Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Caritas Luxembourg

Cercle de coopération des ONG de développement

CGFP

Fairtrade Lëtzebuerg a.s.b.l.

FGFC

FNCTTFEL

Greenpeace Luxembourg

LCGB

Lëtzebuenger Jongbaueren a Jongwënzer a.s.b.l.

Mouvement écologique

natur&ëmwelt a.s.b.l.

OGBL

Syprolux

Union luxembourgeoise des consommateurs